

LUX – DEVELOPMENT

Agence luxembourgeoise pour le Coopération au Développement

Rapport trimestriel

MLI/017 - Programme d'accès à l'eau potable, à l'assainissement de base et à l'aménagement urbain

Période : Janvier- mars 2009



10 avril 2009

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

AEP	Adduction d'Eau potable
AEPA	Alimentation en Eau potable et Assainissement
AES	Adduction d'Eau sommaire
AFD	Agence française de Développement
AGIR	ONG active dans la protection de l'environnement
ANICT	Agence nationale d'Investissement des Collectivités territoriales
AR	Assemblée régionale
AT	Assistance technique
AUE	Association des Usagers de l'Eau
BAD	Banque africaine de Développement
BD	Base de données
BE	Bureau d'études
BF	Borne fontaine
BP	Branchement particulier
CAPPIC	Composante d'Accompagnement des Programmes du PIC II
CCAEP	Cellule de Conseil aux Adductions d'Eau potable
CCC	Centre de Conseil communal
CCN	Cellule de Coordination nationale du dispositif d'appui aux CT
CCP	Cellule de Coordination du Programme
CLPD	Comité local de Planification du Développement
CPS	Cellule de Planification et de Statistiques
CREPA	Centre régional pour l'Eau potable et l'Assainissement à faible coût
CRPD	Comité régional de Planification du Développement
CSLP	Cadre stratégique de Lutte contre la Pauvreté
CT	Collectivités territoriales
CTP	Conseiller technique principal
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DAT	Dotation d'Appui technique (fonds d'appui aux CT géré par l'ANICT)
DCE	Délégation de la Commission européenne
DCI	Direction de la Coopération internationale
DNACPN	Direction nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances
DNCT	Direction nationale des Collectivités territoriales
DNH	Direction nationale de l'Hydraulique
DNS	Direction nationale de la Santé
DRACPN	Direction régionale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances
DRHE	Direction régionale de l'Hydraulique et de l'Énergie
DRS	Direction régionale de la Santé

DRUH	Direction régionale de l'Urbanisme et de l'Habitat
EPE	Équivalent Point d'Eau
ETP	Étude technique préliminaire
FAMAPE	Fédération des Associations maliennes pour l'Assainissement et la Protection de l'Environnement
FED	Fonds européen de Développement
FICT	Fonds d'Investissement des Collectivités territoriales
FNACT	Fonds national d'Appui aux Collectivités territoriales
GIE	Groupement d'Intérêt économique
IS	Intermédiation sociale
KfW	Kreditanstalt für Wiederaufbau
MATCL	Ministère de l'Administration territoriale et des Collectivités locales
LD	Lux-Development
MCI	Ministère de la Coopération internationale
MEA	Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement
MMEE	Ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Eau
MS	Ministère de la Santé
OMD	Objectif du Millénaire
ONG	Organisation non gouvernementale
PACTEA	Programme d'Appui aux Collectivités territoriales pour l'Eau potable et l'Assainissement
PARAD	Programme d'Appui à la Réforme administrative et à la Décentralisation
PDSEC	Programme de Développement social, économique et culturel
PE	Point d'Eau
PEA	Programme d'Eau et d'Assainissement
PEA	Poste d'Eau autonome
PIC	Programme indicatif de Coopération
PMH	Pompe à Motricité humaine
PNACT	Programme national d'Appui aux Collectivités territoriales
PNAEPA	Programme national d'Accès à l'Eau potable et à l'Assainissement
PRS	Programme régional solaire
PTF	Partenaires techniques et financiers
SIG	Système d'Information géographique
UCG	Unité de Coordination générale
XOF	FCFA

TABLE DES MATIERES

1. CONTEXTE GENERAL	5
2. CONTEXTE INSTITUTIONNEL ET PARTENARIAT	5
3. FAITS MARQUANTS - PEA.....	5
4. ÉTAT D'AVANCEMENT DES RESULTATS.....	7
5. ÉTAT DES REALISATIONS PAR TACHE.....	7
6. NIVEAU DE REALISATION PAR ACTIVITE	8
7. PLAN DE TRAVAIL.....	9

1. Contexte général

Le contexte socio-économique Malien n'a pas connu de changements notables.

Au plan socio-économique

L' « initiative riz » constitue la principale préoccupation nationale ainsi que la campagne de vaccination contre la poliomyélite, le recensement général de la population et de l'Habitat.

L'évaluation de l'initiative riz a officiellement reconnu les bons résultats annoncés tandis que l'opinion publique demeure septique quant aux données avancées. Cette situation est davantage complexe du moment où malgré les 42 milliards investis dans cette initiative, le gouvernement a accordé aux opérateurs économiques des exonérations de taxes pour l'importation du riz de Mars à Mai 2009.

Au plan politique

Le 26 avril prochain se tiendra les élections municipales.

2. Contexte institutionnel et partenariat

Le PIC II a tenu son 1^{er} CNP les 25 et 26 Février 2009 au cours duquel l'état d'avancement du programme a été apprécié, les documents approuvés sans réserve.

Le siège de Lux Development a organisé une formation de cinq jours pour les CTP, du 7 au 14 février.

M. Yann Nachtman du bureau régional a effectué une mission du 11 au 16 janvier pour participer à la finalisation de la conception du système de suivi-évaluation et du dispositif de pilotage, et à la préparation d'un atelier portant sur ces questions. La stratégie de communication a également été abordée lors de cette mission.

Le 30 janvier, la cellule de coordination générale a organisé à Ségou un atelier de partage relatif aux dispositifs de pilotage et de suivi évaluation. L'objectif de la rencontre était d'obtenir l'adhésion et l'implication des partenaires du programme bilatéral dans la conception, l'élaboration et la mise en œuvre du dispositif de pilotage et du système de suivi évaluation du programme bilatérale Mali-Luxembourg Zone-Sud.

3. Faits marquants - PEA

Le 18 mars, le PEA a validé son cadre logique suite aux derniers commentaires de la DNH et la DNACPN.

Le rapport de démarrage du PEA a été remis le 5 février pour transmission aux membres du CNP.

Dans le cadre du partenariat, le PEA a apporté un appui financier et a participé à la « Journée mondiale de l'eau » célébrée pour la première fois à Ségou. Il ressort du forum, organisé par la direction régionale de l'hydraulique, que l'un des principaux défis de la région demeure la *mobilisation des contributions des communautés pour la réalisation des AEP*.

Dans le souci de mieux impliquer les partenaires dans la mise en œuvre du programme, la DRACPN a été associée à la rencontre entre la cellule de coordination et la chargée de communication de Lux Development en vue de bâtir une stratégie *interne et externe de communication*.

La DNH a remis son rapport d'activité, présentant le bilan des réalisations de 2008. Quatre objectifs étaient visés :

- Améliorer l'accès à l'eau potable de façon équitable et durable;
- Améliorer la connaissance et la gestion des ressources en eau ;
- Améliorer l'accès à l'eau pour les autres usages ;
- Renforcer la capacité des acteurs

La direction régionale de l'hydraulique a accueilli un nouveau directeur, M. Bocoum, anciennement directeur régional à Kayes.

La DNACPN a remis son bilan 2008 et ses prévisions 2009. Les principales contraintes identifiées en 2008 ont été :

- L'absence d'un cadre de référence d'intervention en matière d'assainissement (politique nationale d'assainissement et stratégies sous-sectorielles, programme nationale d'assainissement) ;
- Absence d'outils de base (modèles types de latrines, de puisards lavoirs..., guide méthodologique destinés aux acteurs, estimation des coûts unitaires basés sur l'expérience pour les différents ouvrages, matériel de sensibilisation des populations sur l'assainissement etc.).
- L'absence d'un système de suivi des activités et de l'évolution du sous-secteur (base de données, manuel de suivi évaluation.).
- Les retards accusés dans l'approbation et l'attribution des marchés, les décaissements (plusieurs entreprises et bureaux d'études n'ont pas bénéficié de l'avance de démarrage et ont longtemps évolué sur fonds propres).

La DRACPN a par ailleurs, transmis son rapport d'activités 2008 avec le plan d'action 2009, à la cellule de coordination du PEA.

Le contact a été établi avec la FAMAPE en vue d'une éventuelle collaboration avec les associations de quartiers visés par la tâche 10. La réflexion continue pour dresser les contours de cette collaboration.

La création de la commission régionale de travail (Ségou) « Eau et assainissement » est à court et la première rencontre est prévu pour le début du mois de mai.

4. État d'avancement des résultats

Résultat	Libellé	État d'avancement
1	L'accès à l'eau potable de qualité est amélioré dans 14 centres ruraux et semi-urbains	Les activités de ce résultat vont démarrer officiellement le 20 avril avec l'arrivée du bureau d'études. Taux d'atteinte du résultat : 0%
2	Les conditions d'hygiène et d'assainissement sont améliorées dans les centres bénéficiaires d'une AEP	Les activités de ce résultat vont démarrer officiellement le 20 avril avec l'arrivée du bureau d'études. Taux d'atteinte du résultat : 0%
3	Les conditions d'hygiène, d'assainissement et d'environnement urbain sont améliorées dans certains centres urbains de la région de Ségou et du district de Bamako	Les activités ont démarré pour deux des trois tâches. Elles sont essentiellement liées à l'état des lieux et au diagnostic des associations. Taux d'atteinte du résultat : 4%
4	Les capacités des CT, des services techniques déconcentrés et de la société civile sont renforcées dans leurs domaines de compétences respectifs	Les premières actions ont porté sur le renforcement des services techniques. Taux d'atteinte du résultat : 11%

5. État des réalisations par tâche

Résultat 3 : Les conditions d'hygiène, d'assainissement et d'environnement urbain sont améliorées dans certains centres urbains de la région de Ségou et du district de Bamako

Tâche	Libellé	État d'avancement
9	Appui aux communes urbaines dans l'élaboration et l'exécution de plans d'aménagement urbains prenant en compte l'assainissement liquide et solide	Les activités de cette tâche réalisées en partie par CREPA n'ont pas démarré. La convention n'est toujours pas signée.
10	Appui aux communes urbaines pour exécuter des actions d'amélioration du cadre de vie à travers les associations de quartier	La première action de cette tâche a consisté à faire le diagnostic des associations afin de dresser une liste provisoire de partenaire.
11	Appui aux communes urbaines dans la gestion des déchets solides	La première activité réalisée par l'ONG AGIR est complétée.

Résultat 4 : Les capacités des CT, des services techniques déconcentrés et de la société civile sont renforcées dans leurs domaines de compétences respectifs

Tâche	Libellé	État d'avancement
12	Renforcement des capacités des communes bénéficiant d'appuis du	Les activités n'ont pas démarré

	programme	
13	Renforcement des capacités des services techniques déconcentrés	Les premières actions ont été d'équiper les services techniques.
14	Renforcement des capacités de l'ONG AGIR pour l'exécution de ses activités de sensibilisation et de formation en matière environnementale	Les activités de cette tâche n'ont pas démarré, mais l'ONG AGIR a identifié deux maisons potentielles

6. Niveau de réalisation par activité

Activité	Libellé	Niveau de réalisation
R1.T1.A1	<i>Recrutement du BE maître d'œuvre</i>	Terminée. Le contrat du BE a été signé en avril 09. Le démarrage est prévu le 20 avril.
R3.T10.A5	<i>Renforcement des associations de quartiers et de la mobilisation communautaire</i>	Le diagnostic des associations est en cours. Il permettra d'élaborer une première liste validée par les mairies.
R3.T11.A1	<i>Élaboration d'un état des lieux</i>	L'activité est complétée et le rapport final a été validé par les communes et les ST.
R4.T13.A1	<i>Fourniture de moyens matériels à la DRHE</i>	Le matériel et les équipements identifiés a été acquis et remis à la DRHE
R4.T13.A3	<i>Fourniture de moyens matériels à la DRACPN</i>	Le matériel et les équipements identifiés a été acquis et remis à la DRACPN
R4.T13.A4	Renforcement les capacités de suivi et de coordination des membres de la Commission régionale de travail	Un forum national a été financé dans le cadre de la journée mondiale de l'eau

6.1 Analyse par activité

R1.T1.A1 : Deux rencontres ont été réalisées avec Hydro RD et SEROHS. Le 14 avril, une réunion de démarrage a eu lieu avec l'ensemble des partenaires au siège de SEROHS. Il a été question principalement des aspects administratifs et stratégiques. L'ordre de service a été émis pour démarrage le 20 avril. M. Jérôme Servais, conseiller technique, du groupement est en poste en Ségou depuis le 15 avril.

Une mission de présentation du programme aux maires concernés et aux services techniques de Yorosso se tiendra le 16 avril.

La DRH a déjà procédé à la révision de la liste provisoire des 23 communes pré-identifiées pour une AEP afin de vérifier les informations techniques liées aux forages existants et les prévisions d'implantation de futurs forages par les différents programmes partenaires. La cartographie des sites est en cour d'édition. En collaboration avec la DRH des cartes seront établies afin d'identifier les zones d'intervention en fonction des données disponibles sur la qualité de l'eau.

R3.T9.A1 : L'activité qui sera réalisée par le CREPA n'a pas démarré, bien que la convention initiale ait été déposée aux services administratifs depuis janvier dernier. Il semble important de souligner que ce retard est du à l'élaboration de nouveaux modèles de convention initiés par le siège de Lux Development.

R3.T10.A5 : La coordination du PEA a procédé à sélection d'une ONG pour la réalisation d'un diagnostic organisationnel des associations susceptibles de présenter des projets

d'aménagement urbain. L'ONG APSRU retenu le 23 mars, intervient depuis plusieurs années dans la région de Ségou.

Les premières associations ont été identifiées suite au diagnostic. Cette première liste sera présentée aux maires pour validation lors des ateliers de restitution qui se tiendront dans les six communes identifiées dans la semaine du 20 avril. Suite à la validation des listes une campagne d'information sera initiée et un appui sera fourni aux associations identifiées.

R3.T11.A1 : L'activité réalisée par l'ONG AGIR est complétée. Le rapport final fait état de la situation de la gestion des déchets solides dans les communes visées. Ce rapport a permis de réaliser les rencontres aux niveaux des communes et du district de Bamako. En résumé, il ressort la nécessité de sensibiliser les ménages sur l'hygiène, d'appuyer et former les GIE existants, de promouvoir le tri domestique, de formaliser les dépôts de transit et d'appuyer les maires afin de développer des mesures contraignantes pour les infractions.

Une convention, rédigée pour la suite des activités, est actuellement bloquée pour les motifs exprimés précédemment.

R4.T13.A1 : Les premiers équipements identifiés par la DRH ont été livrés le 25 mars. Les motos ont été livrées le 9 avril. Une fois le type d'appels d'offre arrêtée, le processus a été assez rapide. Il faut cependant souligner que les demandes initiales avaient été déposées fin novembre 2008.

R4.T13.A3 : Le matériel de la DRACPN a été livré le 25 mars. Mêmes commentaires que précédemment auxquels il faut préciser que le processus pour l'achat du véhicule n'est pas terminé après plus de quatre mois.

R4.T13.A4 : Le PEA a contribué, de façon significative, à la tenue du forum régional sur la journée de l'eau organisée par la DRH. Cette journée a permis de regrouper les différents maires, ONG, services techniques afin d'échanger sur certaines problématiques liées à l'eau et l'assainissement.

7. Plan de travail

RÉSULTAT 1 : L'accès à l'eau potable de qualité est amélioré dans 14 centres ruraux et semi-urbains

Tâches		Prévu	Reporté
R1.T2 Préparation des activités d'information et de sensibilisation (IS)			
T2.A1	Mise au point de la méthodologie de l'IS	Février et mars 2009	Avril et mai 2009
T2.A2	Formation des agents de l'IS		

Suite à la mise au point de la méthodologie, l'équipe d'animation sera formée afin d'assurer la pérennité des actions prévues. A cet égard, il est prévu que les interventions du Groupement portent sur les points suivants :

- Information des communes et des usagers des conditions juridiques, techniques et financières indispensables à la réalisation de chaque type d'ouvrage ;

- Appui aux communes et aux bénéficiaires pour le choix du mode de gestion de l'AEP, dans le choix de l'exploitant et l'établissement du contrat de gestion ;
- Promotion du mode de gestion par un privé.
- Appui à la constitution des AUE selon le mode de gestion choisi : gestionnaire de l'AEP ou association d'usagers ayant comme vocation la défense des intérêts des consommateurs.
- Conseil aux communes au sujet du service après-vente et de maintenance des systèmes AEP.

L'objectif global est de fournir tous les outils aux collectivités locales leur permettant de gérer, en toute connaissance de cause et avec un gain de compétences, les infrastructures qui seront installées. Il s'agit également d'accroître l'information de la population au sujet des problématiques de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène.

RÉSULTAT 2 : Les conditions d'hygiène et d'assainissement sont améliorées dans les centres bénéficiaires d'une AEP

Tâches		Prévu	Reporté
R2.T7 Préparation des activités d'information et de sensibilisation (IS) en matière d'assainissement et d'hygiène			
T7.A1	Établissement du programme d'intervention	En mars 2009	Mai 2009
T7.A2	Formation de l'équipe d'IS additionnelle		

La formation des animateurs vise à permettre aux collectivités d'avoir une information complète sur les aspects d'hygiène et assainissement afin d'assurer une plus grande implication de leur part dans la mise en œuvre de bonnes pratiques. Pour ce faire il est prévu de :

- Informer les autorités locales, les maires et les bénéficiaires ;
- Assurer des actions continues d'information, de sensibilisation et de formation pour les bénéficiaires (communes, usagers, associations féminines, écoles CSCOM) ;
- Mettre en place et former, au niveau communal, un comité d'hygiène et d'assainissement et quatre responsables sanitaires ;
- Promouvoir la dalle SANPLAT ;
- Former les intéressés à l'entretien des latrines domestiques et des puits.

RÉSULTAT 3 : Les conditions d'hygiène, d'assainissement et d'environnement urbain sont améliorées dans certains centres urbains de la région de Ségou et du district de Bamako

Tâches		Prévu	Reporté
R3.T9 Appui aux communes urbaines dans l'élaboration et l'exécution de plans d'aménagement urbains prenant en compte l'assainissement liquide et solide			
T9.A1	Exécution de la campagne d'information et de sensibilisation initiale	Mars 2009	Mai 2009

Il est difficile de prévoir le lancement des activités puisque les conventions sont actuellement bloquées. Le siège de Lux Development procède à l'élaboration de modèles standards. Les communes visées étant les mêmes que celles de la tâche 10, exécutée actuellement par l'ONG APSRU, il sera possible d'élargir les activités d'information prévues en avril-mai afin d'y intégrer celles attendues pour l'assainissement liquide. Ceci permettrait de limiter les effets des retards.

Tâches		Prévu	Reporté
R3.T10 Appui aux communes urbaines pour exécuter des actions d'amélioration du cadre de vie à travers les associations de quartier			
T10.A1	Exécution de la campagne d'information et de sensibilisation	Mars à juillet 2009	RAS
T10.A2	Sélection des projets des associations de quartier		RAS
Tâches		Prévu	Reporté
R3.T11 Appui aux communes urbaines dans la gestion des déchets solides			
T11.A1	Élaboration d'un état des lieux	Complété	
T11.A2	Élaboration de la méthodologie d'intervention et du programme de travail	Avril	Mai

L'ONG AGIR attend la signature de la convention pour poursuivre les activités. L'activité 1 a été complétée en janvier.

RÉSULTAT 4 : Les capacités des collectivités territoriales, des services techniques et de la société civile sont renforcées dans leurs domaines de compétences respectifs

Tâches		Prévu	Reporté
R4.T13 Renforcement des capacités des services techniques déconcentrés			
T13.A1	Fourniture de moyens matériels à la DRHE	Avril	RAS
T13.A3	Fourniture de moyens matériels à la DRACPN	Avril	RAS
T13.A4	Renforcement des capacités de suivi et de coordination des membres de la Commission régionale de travail	Démarrage Avril	RAS